



Pierre Mathiot entame sa mission à hauts risques pour réformer le bac

Pierre Mathiot entame sa mission à hauts risques pour réformer le bac : Pierre Mathiot, 51 ans, volontiers qualifié « d'homme de gauche », est connu dans le milieu éducatif pour son investissement dans les programmes de démocratisation des grandes écoles. En 2007, il a mis en place à Sciences Po Lille un système d'accompagnement pour les lycéens vers les concours d'entrée des instituts d'études politiques (IEP) et vers l'enseignement supérieur. Le seul qui ait depuis essaimé dans six autres instituts de région et touche près de 3 000 jeunes, du collège au lycée. A la fin du quinquennat de François Hollande, Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Education nationale, l'avait nommé délégué ministériel aux « parcours d'excellence », un dispositif développé en direction des publics défavorisés des collèges d'éducation prioritaire. Ensuite Pierre Mathiot a conduit pendant dix jours la liste LREM dans le Nord pour les sénatoriales puis s'est retiré, invoquant des « raisons personnelles ». Ce lundi, il démarre une nouvelle aventure : piloter le projet de réforme du baccalauréat voulue par Jean-Michel Blanquer. L'idée est de remplacer le système actuel par un tronc commun réduit à quatre matières principales, pour lesquelles une épreuve resterait imposée à la fin de l'année scolaire, et des options à la carte évaluées en contrôle continu. Le tout devant permettre une meilleure individualisation des parcours. Ce nouveau dispositif pourrait s'orienter vers une suppression pure et simple des trois filières L, S et ES qui structurent l'examen national depuis des générations. Il répond au projet de réforme de l'accès aux universités présentée le mois dernier. L'idée est de mieux articuler le « bac -3 et le Bac +3 ». Tout cela est donc cohérent. Mais jusqu'ici, tous les projets de réforme du baccalauréat sont restés... à l'état de projet. Si bien que cet examen est devenu le symbole de l'immobilisme politique en éducation. Pierre Mathiot est donc en charge d'une mission bien périlleuse. Dans une interview donnée le 31 octobre à EducPros.fr, il rappelle qu'il n'a pas accepté cette mission « pour faire des ajustements techniques ». « Je crois que nous ne sommes pas loin de 65 rencontres à mener. Nous terminerons cette séquence, si cela est possible, par des visites académiques et peut-être par un voyage à l'étranger, car il est toujours intéressant de voir comment les choses se passent dans un autre pays », explique-t-il. Il rendra son rapport en février 2018.